

Volontaires!

www.afev.org

LE JOURNAL DE L'ENGAGEMENT SOLIDAIRE

N°30 | SEPT. DÉC. 2012

→ DOSSIER SPÉCIAL 5^E JOURNÉE DU REFUS DE L'ÉCHEC SCOLAIRE

DÉCROCHAGE : LA FAILLE DU SYSTÈME ?



Depuis 2008, la Journée du Refus de l'Échec Scolaire interpelle l'opinion publique sur la sortie massive de 150 000 jeunes du système scolaire, sans diplôme.

Échec scolaire : l'heure de l'action, enfin ?



Par **THIBAUT RENAUDIN**
Secrétaire national de l'Afev

Il est des combats qui marquent une histoire collective. C'est le cas de la lutte contre le décrochage scolaire pour l'Afev. Depuis vingt ans tout ou partie de nos actions et de notre plaidoyer sont orientés autour de cette injustice ! De la mobilisation de nos 130 000 étudiants bénévoles auprès de ceux qui sont les premières victimes de ce décrochage, les jeunes des quartiers populaires, jusqu'à cette cinquième journée du refus de l'échec scolaire dont le thème est le décrochage scolaire.

Cette lutte représente pour nous, bien plus que la résolution déjà fort complexe de l'équation décrochage/raccrochage. Elle se situe bien dans une démarche globale qui nécessite de repenser notre système éducatif dans son ensemble favorisant entre autre, une école de la réussite de tous, plus inclusive où le plaisir d'apprendre serait devenu la norme.

En 2006, l'Afev lançait sa première campagne de plaidoyer, « Pas de quartier pour les inégalités », qui

demandait déjà la convocation d'une commission d'enquête parlementaire, afin de lutter contre la sortie du système scolaire sans diplôme de 150 000 jeunes, chiffre que l'Afev a permis de faire connaître très fortement.

Cette lutte représente pour nous, bien plus que la résolution déjà fort complexe de l'équation décrochage/raccrochage. Elle se situe bien dans une démarche globale qui nécessite de repenser notre système éducatif

Mais ne nous y trompons pas, au delà d'un chiffre qui est un scandale pour notre pacte républicain, ce sont des centaines de milliers de jeunes qui ces dernières années sont sortis en souffrance de l'École, avec une

image dévalorisée d'eux même, des difficultés souvent indépassables pour s'insérer professionnellement et une vision dégradée de notre société dans son ensemble.

Réaffirmée comme priorité nationale par le ministre dans sa lettre adressée aux personnels de l'Éducation nationale, la lutte contre le décrochage scolaire est l'un des thèmes au cœur de la concertation nationale lancée en juin. L'ampleur de la démarche, l'implication d'une diversité d'acteurs éducatifs suscitent de réels espoirs.

Comme le dit Nathalie Mons, marraine de la 5^e Journée du Refus de l'Échec Scolaire, on peut s'interroger sur une forme de « complaisance » politique qui aurait laissé l'échec scolaire paraître au fil des dernières années comme structurel.

Il est temps de reposer la question de la volonté politique.

La concertation sur la refondation de l'École de la République sera-t-elle la première étape d'une réelle refonte de notre système éducatif ?

Nous l'espérons de tout cœur et sommes prêts à y contribuer.

→ ÉVÈNEMENT



U2E :
DU VIVRE ENSEMBLE AU FAIRE ENSEMBLE

PAGE 2

→ TÉMOIGNAGE



GILBERT LONGHI :
« CRÉER UN STATUT DE RACCROCHEUR »

PAGE 3

→ CAUSE



19 SEPTEMBRE 2012 :
5^E JOURNÉE DU REFUS DE L'ÉCHEC SCOLAIRE

PAGE 4

→ ACTUALITÉ



L'AFEV RECRUTE
DES ÉTUDIANTS BÉNÉVOLES

PAGE 8

ET AUSSI

→ DES REPORTAGES P. 5

→ LE POINT DE VUE D'ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES P. 6

→ 3 QUESTIONS À LA CAISSE DES DÉPÔTS P. 7

afev ★★

CRÉATEUR DE LIENS SOLIDAIRES DEPUIS 1992
www.afev.org

L'Association de la Fondation Etudiante pour la Ville (Afev) est une association d'éducation populaire créée en 1991 qui mobilise des étudiants bénévoles pour réaliser des actions d'accompagnement individualisé dans les quartiers défavorisés. Avec 7 500 bénévoles, 10 000 enfants suivis et 330 quartiers d'intervention, l'Afev est le plus important réseau national d'intervention de jeunes solidaires.

→ FOCUS SUR L'UNIVERSITÉ EUROPÉENNE DE L'ENGAGEMENT

DU VIVRE ENSEMBLE AU FAIRE ENSEMBLE

L'AFEV A ORGANISÉ SA TRADITIONNELLE UNIVERSITÉ EUROPÉENNE DE L'ENGAGEMENT (U2E) LES 28-29-30 AOÛT 2012 À LYON. L'U2E 2012 A CONCLU UN CYCLE DE 3 ANS AUTOUR DES NOUVELLES FORMES DE SOLIDARITÉ POUR CONSTRUIRE LA SOCIÉTÉ DE DEMAIN. L'ENJEU, EN CETTE ANNÉE DE CLÔTURE, ÉTAIT D'IDENTIFIER DES PISTES DE TRAVAIL PROBANTES QUI PERMETTENT AUX ACTEURS DE L'INTERVENTION SOCIALE COMME AUX POLITIQUES D'Y PUISER DE LA MATIÈRE ET DE LA RESSOURCE.

Comme tous les ans à la fin du mois d'août, l'Afev organise son Université Européenne de l'Engagement (U2E). Organisée autour d'une même thématique pendant trois ans, l'objectif est de réunir des personnalités aux profils et aux parcours différents - jeunes engagés, responsables politiques, syndicaux ou associatifs, universitaires, ...- afin de réfléchir collectivement à la manière dont est conduite aujourd'hui la lutte contre les inégalités sociales et de tracer des pistes de travail pour l'avenir. Ainsi, depuis 2010 à Lyon, nous nous sommes attelés à réfléchir aux « nouvelles formes de solidarités pour construire la société de demain ».

→ RENCONTRES



UNE SOCIÉTÉ PLUS SOLIDAIRE... LE DÉFI À RELEVER POUR DEMAIN ?

CÉCILE CASEY, DÉLÉGUÉE RÉGIONALE AFEV RHÔNE-ALPES EN CHARGE DE L'ORGANISATION DE L'U2E.

« L'an passé, c'est la notion d'empowerment qui avait guidé nos travaux ; nous avons mis en exergue le fait que pour lutter durablement contre les inégalités sociales, il convenait de « donner » du pouvoir ou plutôt de permettre aux plus démunis de prendre/d'acquérir du pouvoir : pouvoir d'agir mais aussi pouvoir de dire. Ainsi, au-delà des politiques menées en faveur de l'éducation, de l'emploi ou du logement, nous avons mis en avant que c'est l'organisation même du débat politique et la capacité pour chacun-e de s'y inscrire qui sont en jeu.

Si 2012 a été une année importante sur le plan électoral, ce n'est pas l'unique raison qui nous conduit cette année à nous pencher plus spécifiquement sur la question de la participation des citoyens au débat public et politique.

En effet, nous ne pouvons nier le fait que la crise économique et sociale s'est doublée d'une crise démocratique. »



LA DISSENSION PERMANENTE ET LE CONFLIT SONT LE FEU SOUS LA CHAUDIÈRE DÉMOCRATIQUE

EN AOÛT 2010, HUIT PERSONNES INTÉRESSÉES PAR LES MÉTHODES DE SAUL ALINSKY FONDENT À GRENOBLE L'ASSOCIATION ÉCHO. LE FONDATEUR ADRIEN ROUX TÉMOIGNE.

« Ces méthodes sont nées aux Etats Unis car ce pays a été le premier marqué par une grande immigration et le développement de villes multiculturelles dans lesquelles inégalités sociales, concentration de la misère dans des quartiers ghettos, morcellement communautaire et apathie civique prospéraient. Pour Alinsky, ces problèmes ont une seule et même cause fondamentale : le fossé entre ceux qui ont des positions de pouvoir et ceux qui n'en n'ont pas. Faire bouger la société, c'est faire bouger ce statu quo.

Pour Alinsky, changement signifie mouvement, et mouvement friction. Mouvement et changement ne peuvent se produire sans la rudesse et le feu du conflit. La dissension permanente et le conflit sont le feu sous la chaudière démocratique.

La situation des quartiers français au 21^e siècle appelle au même constat radical. La démocratie et le changement social impliquent la reconnaissance des conflits entre ceux qui ont du pouvoir et ceux qui n'en n'ont pas. Faire vivre la démocratie, ça serait organiser la confrontation entre les ouvriers et intérimaires de PSA, les habitants de la cité de l'Europe et des 3000 à Aulnay-sous-Bois d'une part, et les membres de la famille Peugeot qui détiennent 30% des parts de PSA, d'autre part.

Le « community organizing » donne des pistes pour réduire ce fossé démocratique. Ce sont ces pistes que la dynamique de construction d'alliance citoyenne cherche à explorer. »

→ Retrouvez l'intégralité des interviews sur uee.afev.org

Nous remercions chaleureusement nos partenaires qui ont contribué à l'organisation de notre université d'été : Conseil Régional Rhône-Alpes, Programme « jeunesse en action », Ministère éducation, jeunesse et vie associative, Cnous/Crous, Crous de Lyon Saint-Etienne, Fondation BNP Paribas, Sytral, Accolades, Dialogues en humanité, Observatoire des inégalités, Médias citoyens, Lyon Bondy Blog, Radio Pluriel, Esprits Critiques, Institut Confiences.



IL FAUT QUE DANS TOUS NOS PARCOURS INDIVIDUELS, NOUS PUISSIONS REDONNER CONFIANCE À LA PERSONNE

JEAN-PAUL DELEVOYE, PRÉSIDENT DU CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL (ANCIEN MÉDIATEUR DE LA RÉPUBLIQUE).

« Plutôt de philosophie rousseauiste, je considère que l'homme est bon, j'ai donc été très frappé de découvrir la violence qu'il y avait dans les rapports humains; en effet 50 % des interventions policières se faisaient dans les familles, puis au sein de l'école une montée de la violence verbale jamais connue avec un mépris des garçons pour les filles jamais atteint.

J'ai donc voulu savoir si c'était la société qui nourrissait cette force de violence dans les rapports humains, ce qui avait pu changer, et si cela était une spécificité française, et voir comment on pouvait corriger cela, car nous voyons bien aujourd'hui, que nous sommes en train de basculer dans le mal vivre ensemble ! Et dans des rapports de force, où ne croyant plus au droit je revendique le droit à la force. C'est donc une chose qui était au coeur de mes préoccupations, au point d'ailleurs de souhaiter, que le débat politique, lors des présidentielles, porte sur le vivre ensemble ou le chacun pour soi.

Nous sommes dans une période particulière où les espérances collectives communistes ont chuté avec le mur de Berlin, les espérances collectives libérales avec la chute de Lehman Brothers et où les espérances politiques apparaissent plus comme des stratégies de conquête de pouvoir, qu'un pouvoir au service d'un projet de société.

Et pour la première fois, il y a un décrochage entre la performance économique et la performance sociétale, la société américaine est un parfait exemple de cela. Aujourd'hui, les gens ont plutôt besoin d'expériences nouvelles avec la notion de matériel qui est en train de disparaître, il faut qu'on redonne du sens à la vie. Il faut que dans tous nos parcours individuels, nous puissions redonner confiance à la personne, confiance en la société. Et surtout développer les relations humaines et solidaires. »



LA FORME LA PLUS ÉLÉMENTAIRE DE LA PARTICIPATION À LA DÉMOCRATIE, C'EST LA PARTICIPATION AU VOTE

THIERRY PECH, RÉDACTEUR EN CHEF D'ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES, RÉAGIT SUR LE MANQUE DE PARTICIPATION DES QUARTIERS POPULAIRES AUX DIFFÉRENTES FORMES DE DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE.

« Il me semble qu'il y a une cause à ce manque de participation : Ce sont des quartiers où les populations étrangères, immigrées ou issues de l'immigration sont très nombreuses et ce sont des populations, qui à un moment donné de leur histoire, ont été privées du droit de vote, et elles le sont toujours si elles sont encore étrangères.

La forme la plus élémentaire de la participation à la démocratie - la plus élémentaire, pas suffisante naturellement - c'est la participation au vote, c'est tout simplement la porte d'entrée dans la citoyenneté. Il me semble que lorsqu'un enfant a grandi dans une famille dont les parents n'avaient pas ce droit, il n'entrait pas dans la citoyenneté classique, politique... Eh bien, il y avait là un handicap pour ce qui est de sa capacité future à participer à la Cité.

C'est pour cela que le droit de vote aux étrangers, aux élections locales en tout cas, est un élément important à mes yeux, de l'intégration de tous dans les différentes formes de la participation démocratique. (...)

Les programmes d'histoire ont beaucoup changé, mais ils changent lentement parce qu'ils appellent des débats collectifs, de mémoire en particulier, sur lesquels les arbitrages sont compliqués, douloureux. Pour savoir ce qui figurera dans les programmes d'histoire, cela viendra un peu plus tard - trop tard aux yeux de certains - mais pour que cela vienne, de toute façon, il faut ouvrir ces débats. Ils ne le sont pas tous, mais ils le sont pour certains. Par exemple, je pense que le débat sur l'Algérie est ouvert, sur le passé colonial il ne l'est qu'à moitié. »



Décrochage : un révélateur des failles de notre système éducatif

Le décrochage, une fatalité ? Huit leviers d'action qui prouvent le contraire...

L'ABSENTÉISME SCOLAIRE, DONT ON S'INQUIÈTE À JUSTE TITRE, EST PARFOIS LE SIGNE ANNONCIATEUR D'UNE VRAIE RUPTURE. PROVISEUR DU LYCÉE JEAN-LURÇAT, À PARIS (XIII^e), GILBERT LONGHI A CRÉÉ SEPT CLASSES EXPÉRIMENTALES ACCUEILLANT 230 JEUNES POTENTIELLEMENT CONCERNÉS PAR LE DÉCROCHAGE.



En France, le ministère de l'Éducation ne donne pas une définition officielle du décrochage contrairement au Québec où les autorités proposent une référence : le décrochage est le fait, pour un élève, de quitter l'école sans

avoir obtenu un diplôme d'études secondaires ni une autre qualification. Les termes « abandon scolaire » et « décrochage scolaire » sont habituellement employés comme synonymes. Toutefois, des nuances de sens sont établies entre ces termes dans le domaine de la statistique scolaire. Le « décrochage scolaire » ne serait pas nécessairement définitif et il n'aurait pas la même connotation de permanence que « l'abandon scolaire ». En général, les établissements se préoccupent du décrochage sans s'occuper de leurs décrocheurs. En l'occurrence leur façon de faire est subtile. Voici cinq exemples :

Déni. Le décrochage est une faute. Les collègues et lycées les plus conservateurs réfutent toute idée de décrochage et utilisent plutôt les notions de démotivation, de paresse... Il s'agit de traiter les décrocheurs potentiels en coupables tout en manigançant contre eux un changement d'établissement ou une démission.

Compassion. Le décrochage est une souffrance. De nombreux établissements transforment les décrocheurs en patients. Ils reconnaissent l'existence du décrochage en leur sein tout en estimant que son traitement relève d'une médicalisation d'ailleurs amplement consentie par la psychologie, la psychanalyse, la pédiatrie, la psychiatrie.

Ergomanie. Le décrochage tient à un déficit d'adéquation entre les études et la vie professionnelle. L'idée est simpliste : les élèves ne décrocheraient pas si au lieu de peiner en classe on les mettait au travail pour apprendre un métier dans une entreprise. Cette ratiocination donne naissance à de multiples variantes très factuelles sur le thème de la glorification des métiers : orientation forcée en lycée professionnel ; dispositifs d'initiation aux métiers en alternance ; options de découverte d'un métier...

Sous-traitance. Le décrochage est un enjeu politique. La

République ne peut pas abandonner les décrocheurs. Mais les décrocheurs sont l'objet d'un ostracisme de la part de l'école publique (sauf exception). Le dépassement de cette contradiction prend la forme d'une sous-traitance étendue. En l'occurrence, l'école externalise massivement ses décrocheurs vers des partenaires (associations, autres ministères, collectivités locales...).

Commerce. Le décrochage est un marché. Il induit des activités marchandes (voire mercantiles de raccrochage) : cours particuliers, soutien et aide aux devoirs, stages, remise à niveau, accompagnement, coaching, suivi, entraînement, écoute...

S'INSPIRER DES INITIATIVES DÉJÀ EXISTANTES : HUIT LEVIERS POUR PRÉVENIR LE DÉCROCHAGE

Une frange d'enseignants, dans l'Éducation nationale, expérimente déjà des pédagogies et des organisations qui vont en ce sens. Leurs innovations ont été répertoriées par le ministère de l'Éducation, notamment par le Conseil national de l'innovation et de la réussite scolaire. Les procédés qui sont utilisés, s'ils étaient étendus à tous les établissements, permettraient d'éviter la plupart des formes de décrochage. Voici des exemples...

- **Adapter l'obligation d'assiduité.** Les cursus conventionnels exigent une assiduité collective. Une nouvelle forme de temporalité scolaire peut prévoir des phases singularisées à temps partiel ou complet, selon les aléas familiaux, les convenances personnelles ou la nécessité de coupler les études et une autre activité.

- **Instituer un moratoire.** Le passé scolaire d'un élève lui est souvent opposé comme passif. À période régulière, son dossier pourrait être amnistié concernant le niveau, l'orientation et le comportement.

- **Assimiler l'autodidactisme.** La vie en dehors de l'école n'est pas un néant cognitif.

Les élèves devraient pouvoir faire évaluer, par leurs professeurs, des compétences acquises dans un cadre extrascolaire.

- **Neutraliser les anomalies de la notation.** Selon les travaux d'André Antibi, les enseignants se sentent obligés inconsciemment de mettre un certain pourcentage de mauvaises notes. Il faut éradiquer cette constante macabre.

- **Majorer le rêve sans créer d'illusion.** Un élève qui est en difficulté intériorise une dépréciation de soi. Le système d'orientation en profite pour lui faire-faire profil bas. Or, une action éducative digne de ce nom devrait faire l'inverse.

- **Enrichir l'alternance.** Lorsqu'un élève est en difficulté, on lui propose la voie professionnelle (par apprentissage s'il est en grande difficulté). Il est possible de sortir l'alternance de son statut de pis-aller. Il suffit de mettre en place un va-et-vient ne reposant plus sur une professionnalisation mais sur des activités plus larges, musique, sport, humanitaire, théâtre, action sociale...

- **Modérer l'ethnisation.** La carte scolaire se calque sur le domicile des élèves. Dans certains quartiers, elle induit donc une ghettoïsation des établissements. Compte tenu de la composition des catégories défavorisées, ce phénomène se double parfois d'une ethnisation. Alors que le poids du genre dans l'orientation des filles fait l'objet d'une vigilance, l'ethnisation reste un tabou. Or, elle génère une forme

d'inappétence scolaire spécifique liée à l'impression qu'ont certains adolescents d'être victimes d'une racialisation institutionnelle établissant une corrélation entre leurs origines et des filières, des options ou des établissements dépréciés.

- **Créer un statut de raccrocheur.** Lorsque l'abandon des études a été effectif, le raccrochage doit offrir des choix valorisants. Le droit au retour à l'école peut se faire sur le mode d'une VAE adaptée pour des adolescents, il faudrait concevoir un droit opposable à la reprise réaliste des études.

Les élèves devraient pouvoir faire évaluer, par leurs professeurs, des compétences acquises dans un cadre extrascolaire.

→ POINT DE VUE DES PARRAINS DE LA 5^{ÈME} JOURNÉE DU REFUS DE L'ÉCHEC SCOLAIRE : VIKASH DHORASOO ET NATHALIE MONS

À L'ÉCOLE COMME DANS LA SOCIÉTÉ, UNE PROPENSION À LA COMPÉTITION

ANCIEN INTERNATIONAL DE FOOTBALL, VIKASH DHORASOO EST L'UN DES PARRAINS DE CETTE 5^{ÈME} JOURNÉE DU REFUS DE L'ÉCHEC SCOLAIRE. IL APPELLE À UN DIALOGUE ENTRE TOUS LES ACTEURS ÉDUCATIFS.

Afev Pourquoi avez-vous accepté de devenir parrain de la 5^e Journée du refus de l'échec scolaire ?

Vikash Dhorasoo En janvier 2012, j'ai signé le pacte contre l'échec scolaire car il rejoignait plusieurs de nos préoccupations énoncées dans le manifeste Tatane, notamment nos interrogations sur la notion d'échec au foot et dans le système éducatif. Puis, quand nous avons rencontré les représentants de l'Afev, nous avons constaté de nombreux points communs entre ce que défendent nos deux structures donc il était pour moi naturel de soutenir, à mon niveau, la Journée du refus de l'échec scolaire.

Il me semble important d'être plusieurs à défendre ou dénoncer les mêmes choses, et de points de vue divers, c'est bien plus efficace. C'est la force du collectif.

Afev Vous affirmez dans votre manifeste Tatane que « les sports comme les sociétés se jugent à la manière dont on traite les perdants », qu'en est-il de notre système éducatif ?

Vikash Dhorasoo Aujourd'hui, dans la société comme dans l'école, il y a une forte propension à la compétition. L'obsession d'être toujours le meilleur, quitte à écraser l'autre. Ce n'est pas ma manière de concevoir les choses. Je crois que c'est à l'inverse qu'il faut fonctionner, remettre de la solidarité, faire en sorte de tirer tout le monde vers le haut

et arrêter d'avancer les uns contre les autres. C'est comme si on était les maillons d'une même chaîne : si un maillon s'affaiblit c'est la chaîne entière qui est mise à mal.

Mes deux filles étant scolarisées, je leur inculque de jouer en apprenant et d'apprendre en jouant. Elles ne sont pas dans une attitude de « je veux à tout prix être la plus forte ». Mais la société se chargera de leur rappeler que ce n'est pas toujours aussi simple.

Afev Un nouveau ministre de l'Éducation nationale vient d'être nommé. Quel est le message que vous souhaiteriez porter à l'occasion de cette Journée du refus de l'échec scolaire ?

Vikash Dhorasoo La concertation qui a été lancée me semble une bonne démarche avec de multiples acteurs conviés pour réfléchir et avancer ensemble. Il faut espérer que cette collaboration amène à formuler les meilleures propositions.

L'élève qui décroche ou qui se sent en échec, se retrouve dans une spirale infernale, exacerbée par la compétition, la pression des notes... mais on peut réinventer les choses pour faire de l'école un puissant levier. On peut aussi redonner à ces jeunes le pouvoir de décider de leur avenir, leur laisser des choix, leur permettre de faire ce qu'ils veulent et non ce qu'on leur a imposé. Je crois que c'est possible.

MAGALI DE EXPOSITO

→ Pour en savoir plus sur le manifeste Tatane : www.tatane.fr

→ RENCONTRE



TRAVAILLER SUR LE CLIMAT SCOLAIRE : UN OUTIL DÉTERMINANT POUR PRÉVENIR LE DÉCROCHAGE À L'ÉCHELLE DES ÉTABLISSEMENTS

POUR BENJAMIN MOIGNARD DE L'OBSERVATOIRE UNIVERSITAIRE INTERNATIONAL ÉDUCATION ET PRÉVENTION (UNIVERSITÉ PARIS-EST-CRÉTEIL), L'AMBIANCE DANS L'ÉTABLISSEMENT PEUT ÊTRE AUSSI DÉCISIVE QUE LA QUALITÉ DES APPRENTISSAGES.

Le décrochage scolaire n'est pas une fatalité et les outils pour agir existent.

Trop souvent, le décrochage a été renvoyé à une singularité personnelle des élèves ou à une défaillance familiale. Pourtant, la recherche a largement démontré, et à de multiples reprises, le poids des variables scolaires dans la prévention du décrochage en particulier. Cela ne veut pas dire que certaines situations extérieures à l'école ne sont pas elles aussi propices au décrochage. Mais ce sont sur les variables scolaires que les équipes peuvent agir, et cette réalité a tendance à être minorée en France.

Parmi ces variables scolaires, le climat scolaire occupe une place à part.

C'est une variable parmi les plus significatives statistiquement pour expliquer le décrochage. Travailler sur le climat scolaire peut être un moyen de lutte efficace pour prévenir le décrochage ou pour favoriser les rattrachages. Le climat scolaire renvoie à la perception qu'ont les élèves, les équipes éducatives et pédagogiques, les parents, de leur expérience de la vie et du travail dans l'école. Il reflète les normes, les buts, les valeurs, les relations interpersonnelles, les pratiques d'enseignement, d'apprentissage, de management et la structure organisationnelle inclus dans la vie de l'école. On ne compte plus les recherches, en particulier nord-américaines, qui pointent les effets du climat scolaire sur les apprentissages, sur la sécurité dans les écoles, ou la prévention des conduites à risque. Ainsi, la relation entre un climat scolaire positif et la réussite scolaire des élèves a bien été établie internationalement, et une bonne ambiance dans l'établissement sera un élément déterminant de développement et d'adhésion aux activités d'apprentissages. De la même manière, un climat scolaire positif apparaît comme un facteur de protection essentiel

pour les élèves et les personnels, en particulier dans les établissements implantés dans les quartiers populaires.

Très concrètement, travailler sur le climat scolaire peut reposer sur quelques entrées relativement simples que de nombreux établissements investissent déjà.

C'est par exemple mobiliser des équipes qui puissent travailler collectivement autour de quelques projets communs : les modalités de prises en charge des élèves en difficulté, une réflexion collective sur les usages des bâtiments, les espaces de paroles ouverts et partagés entre les élèves et les personnels, les modalités d'accueil des familles ou des nouveaux collègues... Ce peut être aussi travailler avec les élèves à une bonne compréhension du règlement intérieur et des droits et devoirs qu'il impose, à la cohérence des sanctions et à leur dimension éducative, à la justice scolaire.

On devine rapidement les réticences qui pourraient accompagner ces quelques entrées : « mais l'École n'a pas que ça à faire ! ». Réserves légitimes et au combien prévisibles : elles s'ancrent dans une vision traditionnelle de l'école française qui distingue la classe de l'établissement, qui divise les rôles sans toujours imaginer les rapprochements, qui attend un élève idéal dans une école à l'image d'Épinal. L'école du XXI^{ème} siècle ne pourra sans doute pas se satisfaire d'une conception qui prévalait quand elle assurait la simple reproduction des élites. Promouvoir la réussite de tous les élèves en luttant contre le décrochage scolaire est un enjeu démocratique. Un meilleur climat dans les établissements scolaires, une condition à une école plus juste.

EUNICE MANGADO-LUNETTA

Chiffres clés

→ Pour l'Éducation nationale, entre juin 2011 et octobre 2011, **223 000 jeunes** de plus de 16 ans sont sortis du système éducatif sans diplôme, dont un quart est suivi par les Missions locales, si bien qu'environ **160 000 jeunes** peuvent être considérés comme des « perdus de vue ».

→ En 2009, **19,5 %** des jeunes ont quitté l'école sans diplôme du second cycle du secondaire.

→ En 2010, trois ans après avoir quitté le système éducatif, **33 %** des non diplômés sont au chômage, et seulement **48 %** travaillent.

Source : *Décrochage des jeunes et insertion professionnelle Panorama national et éclairage régional, décembre 2011 CARIF OERF Pays de la Loire*

Pour aller + loin

Retrouvez des contributions et une sitographique sur la problématique du décrochage, sur la page « Ressources » du site officiel de la Journée du Refus de l'Échec Scolaire :

www.refusechecscolaire.org

JOURNÉE DU REFUS DE L'ÉCHEC SCOLAIRE AFEV TRAJECTOIRES

PRÉSENTATION ÉVÉNEMENTS PARRAINS BAROMÈTRE PARTENAIRES ÉDITIONS PRÉCÉDENTES

L'Association de la Fondation Etudiante pour la Ville (AFEV), en partenariat avec Trajectoires-Reflex et une trentaine d'organisations, organise le 19 septembre 2012 la cinquième journée nationale consacrée au refus de l'échec scolaire.

Depuis 2008, la Journée du Refus de l'Échec Scolaire, interpelle l'opinion publique sur la sortie massive chaque année de jeunes sans diplôme du système scolaire. Cette journée cherche à donner la parole aux premiers concernés à savoir les jeunes en difficulté scolaire et à promouvoir les bonnes pratiques mises en œuvre par les acteurs de l'éducation dans et hors l'école.

Au cours des quatre précédentes éditions nous avons abordé la question de l'échec scolaire tout au long du parcours éducatif. Nous avons insisté sur la nécessaire préservation de l'école élémentaire hors de toute compétition scolaire et avons fait un focus sur le vécu des collégiens et la question de la souffrance scolaire. Il apparaît naturel pour cette 5^e édition de nous centrer sur les jeunes sortis du système scolaire prématurément : ceux qu'on appelle les « décrocheurs ».

Collectivités Ressources

Vidéos

5^{ÈME} JOURNÉE DU REFUS DE L'ÉCHEC SCOLAIRE

→ REPORTAGE

DÉCROCHEURS : LE LYCÉE QUI TENTE DE RETISSER LES LIENS

LE PÔLE INNOVANT LYCÉEN DE PARIS PROPOSE DES PARCOURS ÉDUCATIFS PERSONNALISÉS À DES JEUNES EN RUPTURE AVEC L'ÉCOLE. AVEC POUR MAÎTRES-MOTS LA BIENVEILLANCE ET L'ÉCOUTE POUR CES JEUNES OU VIS-À-VIS DES ÉLÈVES.

Chaque année, ils sont une centaine à pousser les portes du Pôle innovant lycéen (PIL) de Paris. Des jeunes qui ont décroché du système scolaire à la fin du collège ou au lycée, et qui trouvent dans cet établissement une proposition éducative personnalisée – par exemple via une action de solidarité ou des stages de découverte professionnelle – pour se réengager dans un projet de formation. Cette approche personnalisée, Philippe Goémé, le directeur du PIL, la juge essentielle : « Nos élèves ont été en situation de rupture avec l'école : ils ne supportaient plus le climat de l'établissement, la relation à l'adulte, la relation à la règle. Notre objectif est de leur permettre de reprendre une posture positive par rapport aux études. » Un élève du PIL, Léonard, témoigne de ce sentiment de ne pas trouver sa place à l'école : « Je n'ai pas gardé une bonne image de mon parcours dans l'enseignement classique : je n'ai pas eu le sentiment d'être respecté par mes enseignants. Je me suis fait renvoyer de mon collège à la fin du 3e. J'avais plus de 16 ans, aucun établissement n'était tenu de m'engager. »

DES ESPACES DE VIE PARTAGÉS

Le PIL est l'un des rares lycées à offrir un accueil pensé pour ces jeunes en rupture. Chaque élève est suivi par un professeur tuteur qui l'aide à définir son projet de formation, tout en apprenant à connaître sa situation personnelle. Elèves et enseignants partagent aussi les espaces de vie du lycée, pour favoriser les échanges. « Il est indispensable de réinstaurer un rapport de confiance à l'adulte, insiste Philippe Goémé. Notre maître mot

c'est la bienveillance. Dans les établissements traditionnels, ces jeunes ont senti que rien n'était fait pour les encourager : ni la notation, ni les rythmes, ni les relations aux professeurs. Nous essayons de retisser ces liens. » Fait important, la plupart des jeunes qui sont orientés vers le PIL ont d'eux-mêmes manifesté une volonté de reprendre des études. « J'avais deux attentes : me réinsérer à l'école et aller à la découverte d'une formation qui me plairait, poursuit Léonard. J'ai trouvé au PIL un système complètement différent de mes précédents établissements : les professeurs disent qu'ils sont là pour nous aider dans notre projet personnel, on rencontre son tuteur deux fois par semaine. Et on est beaucoup plus responsabilisé. Je n'ai pas eu le sentiment d'être considéré comme un élève, j'ai eu le sentiment d'être vu comme une personne. »

APRÈS LEUR PASSAGE AU PIL, PRÈS DE LA MOITIÉ DES JEUNES FINISSENT PAR OBTENIR UN DIPLÔME

Quinze ans après la création du PIL, le bilan est très encourageant : si un quart des jeunes abandonne en cours de route, près de la moitié a obtenu un diplôme dans les années qui ont suivi leur passage par l'établissement. Le dernier quart va au bout de son année au PIL sans forcément obtenir de formation qualifiante par la suite. « Au moins auront-ils eu la possibilité de ne pas partir sur un sentiment d'échec, souligne Philippe Goémé. La plupart font le constat qu'ils ne sont pas faits pour les études mais la fracture avec l'école n'est plus là. »

PAUL FALZON-MONFERRAN

→ Pour aller plus loin, lire la chronique de Nathalie BROUX « Le Bac sinon rien », P8

→ RÉSEAU DES COLLECTIVITÉS PARTENAIRES DE LA JOURNÉE



MIEUX ARTICULER POLITIQUES PUBLIQUES ET PROJETS ASSOCIATIFS

LES RÉGIONS ONT LEUR RÔLE POUR PRÉVENIR L'ÉCHEC SCOLAIRE, SOULIGNE GUILLAUME BALAS, PRÉSIDENT DU GROUPE SOCIALISTE AU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Afev Pourquoi avoir érigé la lutte contre le décrochage scolaire en « grande cause régionale » ?

Guillaume Balas En France, entre 150 000 et 200 000 jeunes sont concernés chaque année par le décrochage scolaire. Ce phénomène est grandissant, notamment en Île-de-France. Il existe une grande diversité de situations qui nécessite un travail minutieux de la part des pouvoirs publics et de l'ensemble des acteurs du monde éducatif.

La Région Île-de-France œuvre déjà sur ce terrain en accompagnant des structures et des acteurs locaux par le biais du dispositif « Réussite pour tous » (associations, microlycées, CFA, etc.). En faisant du décrochage scolaire la grande cause régionale 2012, les élus socialistes ont manifesté leur volonté de s'inscrire dans une action publique régionale, complémentaire de l'engagement de l'Etat au sein des établissements.

Afev Quel est le périmètre d'action pour une collectivité telle que le Conseil régional par rapport aux autres acteurs agissant contre le décrochage ?

Guillaume Balas Je ne suis pas régionaliste par principe. La question est de savoir qui est le mieux placé pour piloter les actions locales de lutte contre le décrochage scolaire. Les lycées et les Centres de Formation et d'Apprentissage font partie du champ de compétence des régions. Les collectivités - communes, départements et régions - sont engagées dans la lutte contre le décrochage à leur échelle. Cet engagement prend tout son sens face à un phénomène comme le décrochage scolaire dont les problématiques varient d'un territoire à l'autre en fonction des spécificités sociales et locales. Le rôle des corps intermédiaires dans la lutte contre le décrochage scolaire est fondamental. Après avoir rencontré un grand nombre de responsables d'associations, de syndicats, de fédérations de parents d'élèves, j'ai compris que l'implication de ces réseaux dans les politiques publiques avait besoin d'être structurée et appuyée.

Or, à mon sens, la Région est un échelon qui combine idéalement la proximité nécessaire à la coordination de l'action des acteurs de terrain et la capacité de conserver une vision

d'ensemble garante de l'équilibre du territoire. Ce constat s'applique particulièrement en Île-de-France, où la complexité du paysage politique et institutionnel impose une meilleure articulation entre politiques publiques et projets associatifs. Je propose qu'une véritable concertation soit mise en place à l'échelle régionale, afin de faciliter la compréhension des enjeux territoriaux, tout en se dirigeant vers une coordination efficace des acteurs.

Afev Quelles sont les premières actions que vous allez mettre en place ?

Guillaume Balas La Région va organiser, à la rentrée 2012, des Assises régionales de lutte contre le décrochage scolaire. Tous les acteurs publics et associatifs engagés pourront échanger, afin d'établir un état des lieux de la situation des jeunes qui décrochent, de recenser les actions qui produisent des résultats pour renforcer et faire évoluer les dispositifs existants. Les assises nous permettront de franchir un pas supplémentaire dans la définition de nos moyens d'action. Enfin, nous avons lancé la première étude régionale qui portera un regard scientifique sur les spécificités du phénomène en Île-de-France. La pertinence des trois chantiers prioritaires (actions préventives de soutien aux jeunes dans leur parcours, accompagnement des parents qui font face au décrochage scolaire de leur enfant, et politiques de « raccrochage » des jeunes sortis prématurément du système éducatif) sera discutée avec l'ensemble des acteurs et confrontée à leurs expériences de terrain.

L'approche de notre Région sur ce thème est tout à fait novatrice. Elle permet d'appréhender la question du décrochage avec une entrée territoriale, complémentaire à la question de l'Education nationale qui relève de l'État. En tant que collectivité locale de gauche, nous agissons sur un sujet majeur qui n'est toujours pas traité de manière sérieuse à l'échelle nationale.

→ Toutes les collectivités partenaires de la Journée du Refus de l'Échec Scolaire : www.refusechecscolaire.org

→ TÉMOIGNAGES : PAROLES D'UN JEUNE ENGAGÉ ET D'UN JEUNE RACCROCHEUR



« Le fait de ne pas avoir eu un parcours linéaire, ça m'a permis d'avoir un autre regard sur ces jeunes, de leur parler différemment. Ils vivent dans le même quartier que moi : c'est plus facile pour moi de leur parler de l'École. »

Hicham, 22 ans, Volontaire en Service Civique à l'Afev



« À partir de la 3e, je travaillais dans un cinéma pour subvenir aux besoins de la famille. J'ai commencé à faire le strict minimum en cours. Ils m'ont orienté dans un BEP mécanique. J'ai eu le sentiment qu'on avait choisi pour moi. Au départ, c'était peut-être un décrochage avec l'école, mais pour moi c'était pas un décrochage volontaire. J'ai plus l'impression qu'on essaie de mettre sur la touche les personnes qui vont pas faire de hautes études. Moi je viens d'une ZEP. J'estime qu'on ne démarre pas tous libres et égaux. À partir du moment où j'ai compris ça, je n'ai plus voulu qu'on me fasse décrocher. »

Teddy, 25 ans, Ancien élève du PIL

→ Retrouvez d'autres témoignages sur le site de la Journée du Refus de l'Échec Scolaire : www.refusechecscolaire.org

→ INITIATIVES

AU QUÉBEC, UNE MOBILISATION POUR « ENCOURAGER LES JEUNES AU QUOTIDIEN »

CHAQUE ANNÉE, LES « JOURNÉES DE LA PERSÉVÉRANCE SCOLAIRE » MOBILISENT ÉCOLE, POUVOIRS PUBLICS ET ASSOCIATIONS. UN ÉVÉNEMENT QUI INSISTE SUR LE DÉVELOPPEMENT PERSONNEL DES JEUNES MENACÉS PAR LE DÉCROCHAGE. MICHEL PERRON, PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ DE CHICOUTIMI (QUÉBEC) TÉMOIGNE.

Expliquez-nous ce concept de « persévérance scolaire » que vous avez développé au Québec ?

Il s'agit de favoriser la continuité dans le parcours éducatif, de la petite enfance jusqu'à l'âge adulte. Une multitude d'acteurs sont mobilisés, à l'échelle locale, régionale et nationale : l'école, les commissions scolaires, l'état, les associations pour faire en sorte que chaque jeune soit accompagné dans son parcours scolaire et dans son développement personnel. Chaque année, sont organisées les Journées de la persévérance scolaire. L'objectif est de mobiliser la communauté autour des jeunes pour leur parler de persévérance, des risques du décrochage scolaire et des avantages d'un diplôme. L'idée c'est que « chaque jeune a besoin d'encouragements quotidiens ».

Qu'est-ce qui permet de faire raccrocher un jeune qui est sorti du système scolaire ?

Ce qui permet de raccrocher avant tout c'est l'accompagnement de

chaque jeune. C'est la façon la plus efficace de le soutenir. Que ce soit par un élève plus âgé, un parent, un éducateur, un enseignant, si le

6 Ce qui permet de raccrocher, avant tout, c'est l'accompagnement de chaque jeune - que ce soit par un élève plus âgé, un parent, un éducateur, un enseignant.

jeune trouve un accompagnateur significatif pour lui, ça l'aidera à raccrocher.

Au-delà de cet accompagnement, il est nécessaire d'avoir les politiques publiques qui favorisent ce travail-là. La concertation entre les intervenants purement scolaires peut faire une grande différence.

Enfin, j'ajouterai la connaissance des facteurs qui mènent au décrochage scolaire. Au Québec, on travaille depuis une dizaine d'années, à partir de travaux de recherche, de travaux scientifiques, qui permettent d'outiller les intervenants, de transférer les connaissances, pour être en mesure de poser les meilleurs gestes possibles, ceux qui font la différence.

UNICE MANGADO-LUNETTA ET
MAGALI DE EXPOSITO



LE POINT DE VUE DE L'AFEV

DÉCROCHAGE : UN RÉVÉLATEUR DES FAILLES DE NOTRE SYSTÈME ÉDUCATIF

Sortir du système scolaire : ce n'est pas rien ! C'est sortir d'un parcours balisé, quitter la norme, se désocialiser de ses pairs, se positionner souvent en tension, parfois en rupture avec sa propre famille... C'est surtout, au regard de la place déterminante du diplôme dans notre société, se retrouver, de fait, dans une situation où il va être extrêmement difficile voire impossible de s'insérer professionnellement.

Mais lorsqu'on écoute les témoignages des jeunes concernés, sortir du système scolaire peut aussi constituer le moyen d'en finir avec le sentiment d'échec ou d'infériorité : les notes humiliantes, le regard dévalorisant des autres, le sentiment de ne pas être à sa place, d'avoir été dépossédé d'une libre orientation... En somme : tout ce qui nourrit une forme de souffrance scolaire.

Poser la question du décrochage revient à interroger notre système éducatif et sa difficulté à être inclusif, à sécuriser le parcours de chaque élève et le pourvoir - quelle que soit son origine sociale, l'établissement, le quartier où il est scolarisé, ses compétences, ses difficultés - d'un bagage citoyen et d'une qualification.

Poser la question du décrochage c'est aussi poser la question des inégalités sociales. La grande majorité des décrocheurs se compte parmi les élèves de milieux populaires et plus précisément encore parmi les jeunes en filières professionnelles qui n'ont pas choisi d'y être orientés. C'est paradoxalement pour ces jeunes que le diplôme agit le plus comme une protection sociale.

Poser la question du décrochage c'est enfin poser la question de la volonté politique et d'une forme de « complaisance » à l'égard de « l'hémorragie scolaire » que connaît notre pays depuis de trop nombreuses années.

Il convient de saluer et valoriser le travail de celles et ceux qui, dans et hors l'école, aident ces jeunes à raccrocher. Parmi les leviers que l'on peut actionner en termes de raccrochage on peut citer : l'importance de l'écoute et l'accompagnement, la prise d'appui sur l'émergence d'un projet personnel, un climat scolaire apaisé ou encore l'articulation avec les parents du jeune concerné...

Mais globalement, le principal levier reste la restauration de la confiance : confiance entre élèves et enseignants, entre les élèves, développement de la confiance en eux, en leur avenir...

En conclusion, si l'on considère que le décrochage scolaire est bien un processus, il est indispensable d'articuler le travail de raccrochage à celui de prévention du décrochage tout au long du parcours. C'est l'une des caractéristiques de notre système éducatif que de se situer principalement dans une logique de remédiation, et, bien souvent, on arrive presque trop tard.

À l'aune du prisme de la prévention du décrochage, c'est bien vers un système inclusif et sécurisant pour tous les élèves que nous devons évoluer.

→ Retrouvez l'intégralité du texte de cadrage de la Journée du Refus de l'Échec Scolaire sur www.refusechecscolaire.org

Le point de vue d'Alternatives Économiques

Un premier pas sur le chômage des jeunes

Le chômage des jeunes atteint des niveaux records : en mai 2012, 650 000 personnes de moins de 25 ans étaient inscrites sur les listes de Pôle emploi en catégories A, B ou C, soit une augmentation de près de 5 % en un an. Le taux de chômage des 15-24 ans atteignait 22,5 % au premier trimestre 2012, contre 9,6 % pour l'ensemble de la population.

Ces chiffres doivent cependant être nuancés : le taux de chômage des 15-24 ans ne porte pas sur l'ensemble de la classe d'âge, puisqu'une grande partie d'entre eux font encore des études. Seuls sont pris en compte ceux qui sont déjà entrés sur le marché du travail, c'est-à-dire ceux qui ont arrêté le plus tôt leurs études et sont donc parmi les moins qualifiés. Or les moins qualifiés, quel que soit leur âge, ont toujours un taux de chômage plus élevé que la moyenne.

Il n'empêche que les premiers pas de ces jeunes sur le marché du travail sont très souvent difficiles. Outre le chômage, un grand nombre d'entre eux doit subir la précarité des emplois. En 2009, parmi les 15-24 ans en poste, la moitié occupait un emploi temporaire (y compris un contrat d'apprentissage), contre 15 % de l'ensemble des actifs occupés.

François Hollande a fait de l'emploi et de la jeunesse deux priorités de son quinquennat. Parmi les mesures annoncées, le gouvernement souhaite relancer les emplois aidés. Même s'ils ne sont évidemment pas la panacée, ces contrats sont utiles pour permettre à certaines catégories de populations de remettre un pied dans l'emploi, et pour certains jeunes d'y mettre un premier pas. D'une part le nombre de contrats aidés existants sera augmenté : 80 000 contrats d'accompagnement dans l'emploi et contrats initiative-emploi supplémentaires seront financés en 2012. S'ils ne sont pas réservés aux jeunes, ces contrats leur sont cependant ouverts. D'autre part, de nouveaux types de contrats aidés seront créés, qui cette fois s'adresseront spécifiquement aux jeunes. 150 000 « emplois d'avenir » devraient ainsi leur être proposés, sur le modèle des « emplois jeunes » lancés en 1997. Ils seront réservés aux associations des quartiers en difficulté. 500 000 « contrats de génération » devraient également être signés sur l'ensemble du quinquennat. Ces contrats prévoient qu'une entreprise embauche un jeune de moins de 25 ans en CDI, et maintienne dans l'emploi un salarié de plus de 55 ans chargé d'être le tuteur du premier. En contrepartie, les deux emplois seront exonérés de cotisations sociales pour une durée maximale de cinq ans.

Le risque principal de ces contrats de génération est que les entreprises profitent de l'aide publique qui leur sera allouée pour créer des postes qu'elles auraient de toute façon créé même sans cette aide : c'est ce qu'on appelle un « effet d'aubaine ». Si ce risque se vérifiait, ces contrats coûteraient cher (2 à 3 milliards d'euros par an) pour pas grand-chose... si ce n'est qu'ils permettraient au moins à 500 000 jeunes d'accéder à des CDI, et à autant de seniors de rester en poste, alors que le nombre de personnes de plus de 50 ans inscrites à Pôle Emploi a lui aussi bondi (+ 87 % en trois ans).

Cela ne sera certainement pas suffisant pour résoudre le chômage des jeunes, et d'autres mesures doivent être envisagées. Cela constitue néanmoins un premier pas...



Alternatives
Économiques

CAMILLE DORIVAL

Journaliste,

Alternatives Économiques

→ L'AFEV S'ENGAGE DANS LA PRÉVENTION DE L'ILLETTRISME



CRÉER DU LIEN AVEC LES PARENTS POUR LES IMPLIQUER DANS LA SCOLARITÉ DES ENFANTS

LE SERVICE ÉDUCATION DE LA VILLE DE LYON ET L'AFEV ONT EXPÉRIMENTÉ CETTE ANNÉE, AUPRÈS DE JEUNES EN SERVICE CIVIQUE, DES MISSIONS « D'AMBASSADEURS DU LIVRE » MENÉES DANS 40 GROUPES SCOLAIRES.

Cette expérimentation propose de positionner des jeunes en service civique au sein des Bibliothèques et Centres de Documentation (BCD) des écoles. Ces jeunes sont formés pour assurer l'animation d'activité autour du livre dans le cadre des apprentissages fondamentaux.

Donner aux plus jeunes le goût du livre

« Créer du lien avec les parents pour les impliquer dans la scolarité de leur enfant », c'est ainsi que Fabienne Fourseff, l'une des 30 ambassadeurs du Livre, résume son intervention au Centre Social et Culturel Pierrette Augier lors du « Printemps des parents » et auprès d'élèves de primaire auxquels elle a proposé des animations durant leur pause méridienne.

Initiation théâtrale, concours de dessins... Autant d'animations ont été imaginées et mises en place par les

« ambassadeurs du livre » pour permettre aux enfants de se familiariser avec différents types d'ouvrages.

La lecture, un plaisir à partager

« Mon rôle apporte un plus à celui des bibliothécaires et des enseignants.

Les élèves de primaire développent l'habitude de venir nous voir pendant la pause, ils s'approprient le lieu et cela devient leur espace. Finalement, tous prennent du plaisir à apprendre et découvrir et sont heureux de le partager avec les autres. »

Aujourd'hui, cette expérimentation, en cours d'évaluation, est regardée de très près par l'Agence du Service civique et par la Municipalité, pour pouvoir être proposée à d'autres collectivités.

PATRICIA N'DEPO

→ 3 QUESTIONS À...



EDITH LALLIARD

Responsable du Département Mécénat et action culturelle

Pourquoi la Caisse des Dépôts s'est-elle fortement investie dans le champ de la prévention de l'illettrisme ?

Depuis de nombreuses années, la Caisse des Dépôts, premier bailleur social en France avec sa filiale SNI et financeur du logement social, déploie un mécénat dans les quartiers en rénovation urbaine en finançant des ateliers de pratique artistique visant à contribuer à l'insertion des jeunes dans la vie de la cité. Parallèlement à cette action, la Caisse des Dépôts qui est propriétaire du Théâtre des Champs-Élysées à Paris soutient la diffusion de la musique classique et en particulier sa démocratisation auprès d'un large public. Enfin, en 2007, le programme en faveur de la prévention de l'illettrisme est né de la volonté du Directeur général de la Caisse des Dépôts et de notre conviction que nous devons œuvrer à réduire les risques d'échec scolaire précoce, à contribuer à aider à l'acquisition des apprentissages de base et à prévenir l'illettrisme qui frappe les enfants culturellement et socialement éloignés de la lecture en soutenant des associations qui sur le terrain donnent le goût de la lecture.

Sur quels axes a porté votre soutien à l'Afev ?

Avec l'Afev, nous avons concentré notre soutien sur les enfants de grande section de maternelle, avant que les difficultés n'apparaissent, en donnant une nouvelle ampleur au projet "Accompagnement vers la Lecture".

Il a ainsi pu être déployé sur tout le territoire de l'Île-de-France et toucher près de 600 enfants. Ces enfants bénéficient de l'engagement bénévole d'un étudiant qui s'engage pendant toute une année scolaire à venir au domicile de l'enfant pour lui faire découvrir le livre, le plaisir de la lecture et le chemin de la bibliothèque. Nous avons travaillé également avec notre filiale Osica pour organiser dans les logements gérés par cette filiale une grande fête de la lecture. C'était aussi pour nous une manière d'impliquer plus avant le Groupe Caisse des Dépôts.

En quoi le programme "Accompagnement vers la lecture" vous semble-t-il pertinent et complémentaire des actions menées au sein de l'Éducation nationale ?

L'évaluation de ce projet expérimental a permis de constater que les enfants concernés par cette action développent un rapport très positif face à l'institution scolaire, que les parents de ces enfants ont tendance à plus s'impliquer dans la vie scolaire de leur enfant. Complémentaire en ce sens qu'il ne s'agit absolument pas de se substituer à l'école, à l'instituteur et à son enseignement. En revanche, cette fréquentation des livres permet à l'enfant de se construire un imaginaire, de voir dans la lecture une source de plaisir, ce qui clairement aide à l'acquisition de la lecture et de l'écriture ainsi que le montrent les dernières études internationales.



ENTRETIEN RÉALISÉ PAR EUNICE MANGADO-LUNETTA

Hypertexte

Le pouvoir des territoires

A l'heure où un acte 3 de la décentralisation est envisagé par le nouveau gouvernement, il est utile de lire l'essai de Martin Vanier consacré à la question territoriale.

Il propose de définir une organisation de l'espace institutionnel en fonction des réalités sociales qui animent les comportements de nos concitoyens. La première d'entre elle est l'accroissement des mobilités. Ces dernières relèvent de plusieurs ordres, individuels et collectifs, professionnels et résidentiels, liés aux loisirs ou aux études... De ce fait, les frontières territoriales institutionnelles actuelles (commune, agglomération, parfois département) sont, à travers les pratiques de vie des personnes, abolies. Néanmoins les différences spatiales existent toujours. Ainsi, les villes n'ont pas absorbé les campagnes.

Nous ne vivons donc pas dans des espaces urbains indifférenciés et nous pouvons raisonnablement entrevoir la disparition des civilisations rurales et urbaines juxtaposées.

Aujourd'hui les territoires s'interpénètrent et se conjuguent. Le péri-urbain étant pour Martin Vanier, par exemple, un tiers espace qu'il faut cesser de diaboliser car lui-même dépositaire d'une identité choisie et assumée par ses habitants.

Comme une rivière qui sort de son lit, les bassins de vie débordent. L'architecture institutionnelle territoriale ne semble plus configurée correctement.

En réponse, l'auteur introduit la notion d'inter-territorialité. Celle-ci impose, aux entités institutionnelles qui coexistent sur un même espace, de coopérer soit ponctuellement sur un projet donné, soit de manière plus pérenne par rapport à la mise en place d'un service public local ayant des missions au-delà du propre territoire où il a été imaginé.

La fabrique des territoires est un enjeu permanent. Il appartient aux acteurs locaux d'imaginer des outils organisationnels et de pilotage politique qui permettent d'assumer le souci de l'espace dans sa globalité en tenant compte des particularismes.

Le pouvoir des territoires
Martin Vanier – Economica / 2010



JÉRÔME STURLA
Chargé de Mission à l'Afev

→ INITIATIVES

VISA POUR L'IMAGE

EXPO PHOTOS POUR LES 20 ANS DE L'AFEV

« EL CENTRE DEL MON » SE TRANSFORME EN GALERIE PHOTO ÉPHÉMÈRE

Du 1er au 22 septembre 2012, ce Centre Commercial emblématique de la ville de Perpignan proposera au grand public de venir découvrir les clichés du photographe Peter Marlow de l'agence Magnum Photos qui illustrent 20 ans d'actions de bénévolat à l'Afev. Dans cette exposition, réalisée avec le soutien de la Fondation BNP Paribas, le grand public découvrirra une série de 14 clichés qui met en avant le lien créé entre les bénévoles de l'association et les enfants qu'ils accompagnent chaque semaine.

Renseignements : <http://20ans.afev.org>

AFEV

RECRUTER AUTREMENT

NOUVELLES SIGNATURES

Syntec conseil en recrutement et la Protection judiciaire de la jeunesse rejoignent les signataires de « la déclaration des recruteurs », que sont l'Afev (Association de la fondation étudiante pour la ville), le CNOSF (Comité national olympique et sportif français), la Croix rouge française et les Scouts et guides de France, indique l'Afev le 21 juin 2012. Les signataires de cette déclaration lancée en juin 2011 s'engagent à « recruter autrement » en valorisant, dans leurs recrutements, les compétences complémentaires acquises par les jeunes diplômés ayant mené, pendant leur cursus de formation, des expériences de bénévolat associatif. »

Renseignements : www.recruiterautrement.org

ANLCI

PRÉVENTION DE L'ILLETTRISME

FAIRE DE L'ILLETTRISME LA GRANDE CAUSE NATIONALE 2013

Aujourd'hui en France, près de 10% de la population de 18 à 65 ans ne maîtrisent pas la lecture et l'écriture. Plus de 50 organisations et associations, dont l'Afev, se sont regroupées autour de l'ANLCI pour faire de l'illettrisme la grande cause nationale 2013.

Renseignements : www.illettrisme2013.fr

C'est pas trop dur ?

Le bac sinon rien

Quand Fatima est arrivée au Microlycée, elle avait « déjà » 19 ans, et le parcours tristement classique d'une « décrocheuse » : classes de seconde écourtées, réorientation en bac pro, abandon de l'école, ou par l'école selon le point de vue que l'on choisit. Comme pour tous les élèves déscolarisés, d'autres secrets se cachaient derrière ce décrochage. Pour Fatima : violences intra-familiales, chaos domestique à Belleville, à côté de chez nous. Et la misère aussi, édulcorée par quelques aides et autres substituts. Fatima fait partie de la jeunesse invisible, coupable aux yeux d'une société aveugle, qui lui reproche de n'avoir pas su prendre sa place. Elle est toujours trop âgée (trop vieille à 19 ans !) : pour aller au lycée, pour être placée en foyer, pour avoir un contrat Jeune majeur, pour les aides aux mineurs, etc. Et puis elle est aussi toujours trop jeune : pour le RSA, pour la CMU parce qu'elle reste sur la Sécu des parents, pour le CROUS parce qu'elle n'est pas encore étudiante, etc. On ne lui pardonne rien : que réclame-t-elle encore ? Pourquoi n'a-t-elle pas voulu d'un bac pro miroiterie ? Pourquoi ne veut-elle pas entrer dans le monde du travail ? Fait-elle vraiment tous les efforts pour s'intégrer ?

Il se trouve que Fatima veut retourner à l'école. Elle n'en a pas eu assez, elle veut se cultiver, figurez-vous. Elle veut faire des études supérieures, avoir un « bon » métier. Le monde adulte lui a presque tout volé, mais pas ses rêves. Pas son goût de connaître. C'est sa revendication à elle : avoir le bac, comme tout le monde, mais comme personne dans sa famille. Un vrai bac, pas celui des cas sociaux, comme elle dit. Un bac littéraire : la philosophie, les langues, la littérature, les arts plastiques, c'est ça qui l'intéresse. Etudier comme les gens qui ont le temps – le droit – d'apprendre, de grandir, d'être quelqu'un. Parfois elle sourit : « comme les bourgeois », qu'elle confond avec « les intellos ». Alors pendant deux ans, entre deux appels d'huissiers à propos de ses amendes, entre deux rendez-vous chez l'assistante sociale, entre deux nuits blanches, entre deux crises de panique où, écorchée vive, elle insultait ceux qui tentaient pourtant de l'aider (dont ses profs !), entre deux petits boulots perdus à cause de son comportement, Fatima a quand même étudié. Et obtenu son bac L, envers et contre tout. N'allez pas imaginer qu'elle est une exception. Et que l'école n'a rien à apprendre de ces jeunes-là, les gueules cassées. Nous pouvons encore changer de regard, et construire une école – et donc une société – inclusive, qui accueille la différence, qui autorise, qui s'adapte, et qui ne décide pas trop vite à la place des élèves qu'ils ne « sont pas faits pour les études », qu'ils sont « inadaptés », ou « qu'ils seraient mieux dans le monde du travail ». Une école qui regarde en face la valeur qu'elle a donnée au diplôme, et qui accompagne les jeunes vers ce sésame. Car si, comme il est de bon ton de le dire, « le bac n'est rien », on se permettra d'ajouter : « pour ceux qui l'ont ». Et pour Fatima, qui n'a rien d'autre, c'est déjà immense.



NATHALIE BROUX,
Professeure au lycée Jacques-Feyder
à Épinay-sur-Seine (93)
Coordinatrice du Microlycée
de la Courneuve

→ ACTUALITÉ

L'AFEV DÉVOILE SA NOUVELLE CAMPAGNE DE RECRUTEMENT D'ÉTUDIANTS BÉNÉVOLES

2012, UNE ANNÉE PARTICULIÈRE POUR L'AFEV QUI FÊTE SES 20 ANS... MAIS PAS SEULEMENT ! NOTRE ASSOCIATION A AUSSI CHOISI UNE NOUVELLE IDENTITÉ GRAPHIQUE POUR SA CAMPAGNE DE RECRUTEMENT DES BÉNÉVOLES. PLUS PUNCHY, PLUS MODERNE... À VOUS DE JUGER !

Comme chaque année, les équipes de l'Afev et les volontaires en service civique seront présents sur la majeure partie des **campus universitaires** pour sensibiliser les étudiants à l'engagement bénévole, deux heures par semaine à l'Afev.

Ils porteront cette nouvelle campagne qui se veut, particulièrement pour les 20 ans de l'Afev, très marquée par la volonté de mettre en avant le dynamisme et la joie de vivre des jeunes impliqués à l'Afev.

Cette campagne s'inscrit dans un dispositif de communication globale : affiches, tracts, annonces-presse, site Internet... Et pour la première fois, un **spot TV sera diffusé à la fin du mois de septembre 2012** en exclusivité sur la chaîne de la TNT du Groupe TFi, NT1. Ce spot TV qui se veut volontairement décalé sera également diffusé sur les grandes plateformes de partage vidéo sur le Web.

Pour en savoir plus sur la campagne de mobilisation 2012 → www.afev.org

★ ÉTUDIANT SOLIDAIRE DANS LES QUARTIERS POPULAIRES ★

Pour agir près de chez moi,

JE SUIS BÉNÉVOLE À L'AFEV

★ L'Afev propose des tentatives d'engagement solidaire dédiées aux étudiants qui souhaitent s'investir contre les inégalités dans les quartiers populaires. De nombreuses universités valorisent cet engagement dans leurs cursus.
★ L'Afev donne la possibilité aux étudiants de s'engager, bénévolement, 2 heures par semaine, pour accompagner un jeune en difficulté dans son parcours ou pour s'investir dans un projet collectif.
★ L'Afev permet également de réaliser un Service Citoyen ou d'intégrer une « Rôle » à projets solidaires.

INSCRIS-TOI SUR WWW.AFEV.ORG
01 40 36 01 01 **AFEV** ★★
ÊTRE UTILE CONTRE LES INÉGALITÉS

★ ÉTUDIANT SOLIDAIRE DANS LES QUARTIERS POPULAIRES ★

Pour agir contre les inégalités,

JE SUIS BÉNÉVOLE À L'AFEV

★ L'Afev propose des tentatives d'engagement solidaire dédiées aux étudiants qui souhaitent s'investir contre les inégalités dans les quartiers populaires. De nombreuses universités valorisent cet engagement dans leurs cursus.
★ L'Afev donne la possibilité aux étudiants de s'engager, bénévolement, 2 heures par semaine, pour accompagner un jeune en difficulté dans son parcours ou pour s'investir dans un projet collectif.
★ L'Afev permet également de réaliser un Service Citoyen ou d'intégrer une « Rôle » à projets solidaires.

INSCRIS-TOI SUR WWW.AFEV.ORG
01 40 36 01 01 **AFEV** ★★
ÊTRE UTILE CONTRE LES INÉGALITÉS

Les affiches : Julie et Malik, 2 bénévoles marseillais qui représentent les nouveaux visages de la campagne de mobilisation bénévole

★ ÉTUDIANT SOLIDAIRE DANS LES QUARTIERS POPULAIRES ★

Je veux être utile contre les inégalités,

J'ACCOMPAGNE UN JEUNE

INSCRIS-TOI SUR WWW.AFEV.ORG
01 40 36 01 01 **AFEV** ★★
ÊTRE UTILE CONTRE LES INÉGALITÉS

★ ÉTUDIANT SOLIDAIRE DANS LES QUARTIERS POPULAIRES ★

Je veux agir près de chez moi,

J'ACCOMPAGNE UN JEUNE

INSCRIS-TOI SUR WWW.AFEV.ORG
01 40 36 01 01 **AFEV** ★★
ÊTRE UTILE CONTRE LES INÉGALITÉS

Les tracts : Julie / Cherazade et Malik / Aïmen, 2 binômes marseillais qui représentent les nouveaux visages de la campagne de mobilisation bénévole de l'Afev.

VOLONTAIRES ! N°30 | SEPT. - DÉC. 2012

Publié par l'Afev - 26 bis, rue de Château Landon 75010 Paris - Tél. : 01 40 36 01 01 - Email : pole.national@afev.org - Directrice de la publication : Nathalie Ménard - Coordination, rédaction, réalisation : Nathalie Broux, Magali de Exposito, Paul Falzon-Monferran, Eunice Mangado-Lunetta, Patricia N'depo, Elise Renaudin, Thibault Renaudin, Jérôme Sturla - Crédits photographiques : D.R., Sébastien Jourdan, Afev - Conception Graphique : Génaro Studio (Lyon) - Maquette/PAO : Patricia N'Depo - Impression : Rotimpres - www.rotimpres.com - ISSN 17654408